

**Communiqué de la cinquième réunion du Comité des dix ministres africains
des finances et des gouverneurs des banques centrales africaines
Le Caire (Égypte), le 30 octobre 2011**

1. Nous, membres du Comité des dix (C10) ministres africains des finances et des gouverneurs des banques centrales africaines, nous sommes réunis le 30 octobre 2011 au Caire en Égypte, sous la présidence de M. Hazem El-Beblawi, vice-premier ministre et ministre des Finances de l'Égypte. L'évènement était organisé conjointement par la Banque africaine de développement (BAD), la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique(CEA) et la Commission de l'Union africaine (CUA). Cette réunion a été précédée par la rencontre des plénipotentiaires qui s'est tenue le 29 octobre 2011.
2. Ont participé à la réunion, les pays et institutions suivants : Afrique du Sud, Algérie, Cameroun, Égypte, Nigeria, Tanzanie, la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), et la Banque africaine de développement.
3. Nous attendons avec le plus grand intérêt les résultats des prochaines réunions du G20. En examinant l'impact de la situation que traversent les États-Unis et les pays de l'Union européenne sur l'Afrique, nous avons relevé qu'une baisse d'un point de pourcentage du taux de croissance des pays de l'OCDE, se traduirait par une chute de 10% des exportations africaines et une baisse d'un demi-point de pourcentage du taux de croissance du PIB. Aussi, nous exhortons l'Europe à prendre des mesures décisives pour résoudre les problèmes structurels sous-jacents, et invitons le G20 à ramener l'économie mondiale sur une trajectoire de croissance soutenue.
4. Nous avons noté que le commerce constitue le canal le plus important par lequel les évènements qui se déroulent sur la scène internationale affectent le continent. Nous demandons à la Banque africaine de développement de réactiver et de renforcer la Facilité de financement du commerce mise en œuvre lors de la crise financière de 2008/2009.
5. Nous constatons avec une grande inquiétude des attaques spéculatives contre les monnaies africaines. Nous appelons par conséquent les autorités à prendre rapidement et collectivement les mesures qui s'imposent pour combattre ces pratiques.
6. Nous saluons les actions précédemment menées avec succès par les Institutions financières internationales (IFI) et les Banques multilatérales de développement (BMD) pour la révision et le renforcement de l'efficacité des instruments qu'elles utilisent pour aider les pays vulnérables. Toutefois, nous reconnaissons qu'il est indispensable de les améliorer davantage dans le but de mieux répondre aux besoins d'un plus grand nombre de membres et de leur élargir l'accès à ces facilités. Nous exhortons les IFI à formuler des propositions concrètes pour satisfaire ces demandes.
7. Nous sommes conscients que la création d'emplois constitue notre priorité première. C'est pourquoi nos stratégies ne viseront pas uniquement à atteindre des taux de croissance plus élevés, mais elles seront également orientées vers une plus grande inclusion économique de la majorité de nos populations. Nous demandons instamment aux pays africains de maintenir

le cap des réformes en direction de la mise en place d'un cadre de croissance inclusive, en mettant l'accent sur :

- L'éducation, la formation et les mesures de réduction de la pauvreté ;
- La stabilité du secteur financier ;
- La diversification des produits et des marchés ;
- La promotion du commerce interafricain et de l'intégration régionale ;
- L'intensification de la mobilisation des ressources nationales ; et
- La gestion des ressources naturelles du continent.

8. Nous avons noté que nous vivons aujourd'hui une nouvelle ère marquée par la persistance de la volatilité des prix des céréales et d'autres produits alimentaires. Au cours des cinq dernières années, le prix du blé a plus que doublé, tandis que celui du riz a augmenté d'environ 70%. Au regard des risques que pose l'instabilité des prix des denrées alimentaires, nous recommandons de :

- Mettre au point et utiliser de nouveaux instruments de gestion du risque ;
- Mettre en place des mécanismes d'alerte rapide et élaborer des plans d'urgence ;
- Promouvoir la circulation d'informations exactes et en temps utile sur les niveaux des stocks et les cours du marché ; et
- Augmenter l'offre au niveau local en éliminant les barrières tout le long de la chaîne de valeur.

9. Nous exhortons la BAD à poursuivre la réflexion et à promouvoir le partage des connaissances sur la volatilité des cours internationaux des denrées alimentaires. Nous appelons les gouvernements à mettre en place des filets de sécurité adéquats et à éviter les subventions des produits qui pourraient avoir des implications néfastes sur les finances publiques. Nous appelons de tous nos vœux une conclusion rapide et heureuse du Cycle de Doha.

10. Nous invitons le G20 à demander instamment à ses membres et à d'autres pays non membres de ce groupe de prendre les mesures qui s'imposent pour corriger les distorsions liées à certaines pratiques commerciales ; en l'occurrence, les tarifs élevés imposés sur les importations de produits en provenance d'Afrique et les fortes subventions accordées aux agriculteurs. Ces pratiques nuisent à la compétitivité et aux exportations de l'Afrique, mettant ainsi en péril le développement et le niveau de vie des populations rurales. Nous recommandons vivement que des efforts concrets soient immédiatement déployés en vue d'appliquer la proposition d'accroître les investissements dans l'agriculture en utilisant l'approche de la chaîne de valeur.

11. Nous notons les progrès accomplis à ce jour dans la définition d'un cadre pour la mise en place d'un Fonds vert pour l'Afrique, sur instruction du Sommet de l'Union africaine à Malabo. Le Fonds sera un instrument de canalisation des ressources internationales en faveur du financement des actions axées sur le climat, pour répondre aux besoins pressants des pays africains. Nous attendons avec impatience une conclusion rapide sur le Fonds vert pour le climat.

12. Nous prenons note du travail accompli par le Groupe de haut niveau pour les investissements dans les infrastructures du G20. Nous attendons avec le plus grand intérêt les décisions du

G20 sur les moyens de mobiliser des ressources supplémentaires pour les infrastructures, notamment les mécanismes de financement novateurs. Nous invitons le G20 à apporter son appui à l'intensification des investissements dans les infrastructures en Afrique.

13. Nous avons examiné le cadre de l'Initiative 'Investir en Afrique', un projet sur un instrument institutionnel qui aidera à attirer de nouveaux investissements en Afrique tant au niveau sous régional que national. Nous soulignons le rôle important que jouera cette initiative dans la coordination des diverses actions visant à accroître la prospérité des économies et des populations africaines.
14. Nous avons pris connaissance de l'expérience de l'Égypte en matière de Partenariat public-privé (PPP) dans le cadre de nos échanges sur les approches et les expériences des différents pays en matière de PPP pour le développement des infrastructures sur le continent. Nous invitons la BAD à consolider les services-conseils et de renforcement des capacités en vue de promouvoir les investissements PPP en Afrique.
15. Nous appelons de tous nos vœux la réussite de la 17e Conférence des Parties (COP17) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra en décembre 2011 en Afrique du Sud, et qui doit déboucher sur un accord qui apporte des réponses aux défis que connaît le continent africain.
16. La prochaine réunion se tiendra en marge des réunions de printemps à Washington, D.C. sous la présidence de l'Égypte. La réunion suivante aura lieu en Algérie vers la fin de 2012, sous la présidence de l'Algérie.
17. Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude au gouvernement et au peuple égyptiens pour leur hospitalité.

Le Caire, le 30 octobre 2011.